



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Bilan de la COP26 pour les pays les moins développés

Question au Gouvernement n° 4553

Texte de la question

BILAN DE LA COP26 POUR LES PAYS LES MOINS DÉVELOPPÉS

M. le président. La parole est à M. Hubert Wulfranc.

M. Hubert Wulfranc. L'urgence climatique renvoie bien sûr à l'urgence d'une vie digne pour les populations des pays les moins développés : c'est ce cri qui a été lancé à la COP26 de Glasgow. Alors que les stands rivalisaient d'innovations techniques que les groupes privés internationaux développent pour garantir la durabilité d'une économie libérale verdie – et les profits substantiels qui vont avec ! –,...

M. Guy Teissier. Oh, le gros mot !

M. Hubert Wulfranc. ...au prix de gâchis comme celui de la papeterie Chapelle Darblay qui a été évoqué tout à l'heure, aucune prise en compte par les pays riches de la nécessité d'un traitement équitable des énormes besoins des pays les moins développés ne s'est fait entendre. L'engagement de 100 milliards de dollars de dotations, qui date de plusieurs années, ne sera pas honoré avant 2023, et le sera majoritairement sous la forme de prêts remboursables ; il ne parviendra pas à assurer l'équilibre entre l'adaptation au changement climatique et la transition écologique. Les populations de ces pays sont, en ce moment même, frappées par des inondations et des sécheresses extrêmes, qui détruisent les infrastructures et l'accès à l'eau et à la nourriture, ce qui conduira inéluctablement à grossir les rangs des réfugiés et des exilés.

À l'aube de la présidence française de l'Union européenne, les députés communistes du groupe de la Gauche démocrate et républicaine demandent quelle action la France conduira-t-elle pour augmenter et requalifier très significativement la dotation climatique aux pays les moins développés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs des groupes SOC et FI.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée de la biodiversité.

Mme Bérangère Abba, secrétaire d'État chargée de la biodiversité. La transition écologique doit évidemment nous rassembler car c'est sans doute la seule urgence pour préserver notre qualité de vie, notre santé et la sécurité des générations futures ici et ailleurs, partout dans le monde. Depuis le début du quinquennat, le Président de la République a tenu à cet égard un engagement très fort en faisant de la diplomatie environnementale une vraie priorité.

M. Fabien Di Filippo. Il a changé cent fois d'avis sur tous les sujets !

Mme Bérangère Abba, secrétaire d'État. Cet engagement ne se dément pas et se retrouve également au niveau national dans nos politiques et dans les moyens que nous déployons, car là est la seule légitimité qui

aille, au-delà de cette parole internationale exprimée encore dans les négociations qui viennent de s'achever dans le cadre de la COP26.

La France a accueilli, en 2021, deux événements majeurs, le *One Planet Summit* en janvier et le congrès mondial de la nature en septembre, ce qui représente un effort considérable dans le contexte de crise sanitaire. Ces rendez-vous ont redonné toute sa place à la mobilisation internationale sur ces enjeux essentiels, le calendrier exceptionnel de la COP26 devant nous amener à la COP15 biodiversité.

La présidence française de l'Union européenne donnera à notre pays une responsabilité particulière. Nous tenons dans l'ensemble de ces négociations une place importante, nous sommes vus et attendus comme un pays moteur de l'ambition environnementale. Qu'il s'agisse de la sortie des énergies fossiles ou de la lutte contre la déforestation, la France ne se paie pas de mots et assume largement sa part des engagements pris à la COP26 puisque, sur les 100 milliards de dollars attendus à l'horizon de 2023, elle a rehaussé son ambition à hauteur de 6 milliards de dollars. Voilà des actes par lesquels, au travers de la coopération bilatérale,...

Mme Marie-Christine Dalloz. Oh, ça va ! Il faut arrêter !

Mme Béangère Abba, *secrétaire d'État*et des grands instruments institutionnels, nous aidons les pays en développement. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. André Chassaigne. Depuis Copenhague, rien n'a bougé !

M. le président. La parole est à M. Hubert Wulfranc.

M. Hubert Wulfranc. Madame la secrétaire d'État, vous comprenez bien qu'au moment où certains poussent des cris d'orfraie et souhaitent bâtir des murs aux frontières de l'Europe, la France ne peut se soustraire à cette mission ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Hubert Wulfranc](#)

Circonscription : Seine-Maritime (3^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4553

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Biodiversité

Ministère attributaire : Biodiversité

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 novembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 novembre 2021](#)